

Comment reprendre en mains le pouvoir politique

Annick Stevens

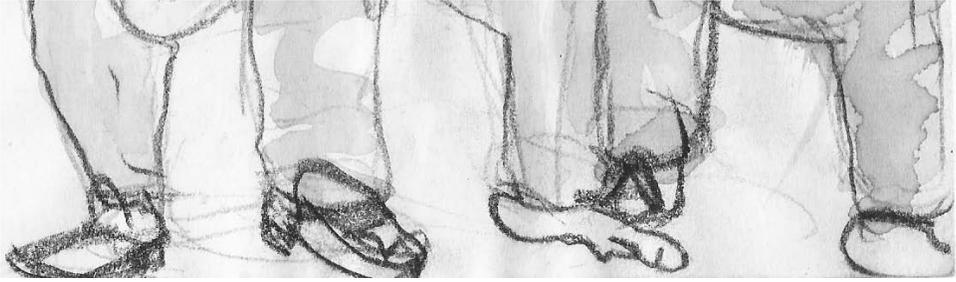
Nos vies manquent cruellement de pouvoir politique. Tout nous échappe, tout est régi sans notre intervention. Il ne se passe pas un jour sans qu'une nouvelle loi, un nouveau décret, vienne réglementer, limiter, interdire l'une ou l'autre activité. Que cela concerne la production économique, les institutions judiciaires, l'enseignement public ou l'aménagement du territoire, jamais les acteurs principaux ne prennent part aux décisions. Le pouvoir de décider pour tous est confisqué par une petite classe, plus ou moins endogame et auto-reproductrice, de professionnels sur lesquels seules les puissances financières ont de l'influence. Pour le particulier, presque plus rien n'est permis, presque plus rien n'est possible.

La nécessité du pouvoir politique

Il me semble important de penser que, dans une société anarchiste, c'est bien de pouvoir politique que l'ensemble des membres jouiraient, et que ces deux termes, « pouvoir » et « politique » doivent être revendiqués positivement lorsque nous tentons de faire progresser notre type d'organisation collective. Ceci demande, en premier lieu, de refuser les dérives par lesquelles le sens péjoratif des termes tend à s'imposer exclusivement. On ne doit pas toujours reculer devant les avancées de la récupération du langage par les instances dominatrices, on ne doit pas toujours inventer de nouveaux mots pour qu'ils soient à leur tour immédiatement détournés de leur sens¹.

En ce qui concerne le terme « pouvoir », Eduardo Colombo écrivait dans le n° 7 de *Réfractons* :

¹Voir dans ce numéro le compte-rendu de l'ouvrage d'Eric Hazan, *LQR. La propagande au quotidien*, Raisons d'agir, Paris, 2006.



« En ce qui nous concerne, "pouvoir", comme verbe ou comme substantif, fait référence à la capacité de faire, « être capable de », avoir le pouvoir (ou la capacité) de produire des effets, ce qui donne, donc, mille possibilités d'agir sur le monde.

Parmi celles-ci, la possibilité d'exercer un pouvoir, d'agir sur quelqu'un, ou sur un peuple tout entier, et d'avoir sur lui de l'ascendant, de l'autorité, de l'empire, de la puissance, c'est-à-dire avoir le pouvoir de lui imposer un comportement ou une situation non désirés, en un mot, avoir le pouvoir de dominer.

En politique, le mot « pouvoir » se charge presque exclusivement de cette acception, et « pouvoir » et « domination » deviennent synonymes. Ce qui est déjà contenu dans les origines étymologiques communes de domination, *potestas*, pouvoir, puissance.

Mais, en politique, une distinction foncière sépare, doit séparer, « pouvoir-capacité » et « pouvoir-domination ». Dans une situation qui implique deux ou plusieurs individus, la capacité de faire peut devenir une force commune, synergique, d'individus ou de groupes en relation de coopération, dans des conditions qui n'entament pas les rapports égaux des participants, ni leur liberté de décision; la domination, par contre, désigne une relation nécessairement asymétrique: l'un (ou une partie) domine, l'autre (ou l'autre partie) se soumet.»²

Il est essentiel, devant l'inflation des règlements et des interdictions, de reprendre le pouvoir sur nos vies, au sens de la capacité de les organiser selon nos propres désirs et nos propres raisons. Avoir conscience de posséder un pouvoir est une condition indispensable pour agir; c'est exactement le contraire de l'impuissance qui nous mine devant la plupart des événements actuels.

Pourquoi ce pouvoir est-il nécessairement politique? La tendance actuelle, dans les mouvements progressistes, est d'opposer le social, lieu de résistances et de revendications collectives, au politique, lieu de confiscation des décisions par l'oligarchie. Or, la dimension sociale ne suffit pas pour conquérir l'autonomie par rapport aux pouvoirs institués; elle doit se doter d'une dimension politique. En effet, le social est le lieu des différences non réfléchies, qu'elles soient naturelles (différences de genre, d'âge, de dons et capacités, ...) ou qu'elles se soient installées de manière non concertée au cours de l'histoire de la société (différences de statuts et de rôles dans cette société). Le politique est le lieu de la réflexion de la société sur elle-même. Une communauté devient politique quand elle s'auto-institue, quand elle établit de manière volontaire et délibérée ses principes fondateurs. La distinction entre social et politique, présentée ici dans les termes de Castoriadis, apparaît déjà chez Aristote, pour qui l'homme est certes un animal social en tant qu'il a intérêt à se regrouper pour mieux survivre, mais est le seul animal politique

² Du pouvoir politique, *Réfractations 7*, p. 27-28.

en tant qu'il est le seul à pouvoir exprimer des valeurs telles que le juste et l'injuste, valeurs sur lesquelles doivent être fondés les principes organisateurs de la cité. Ceux-ci concernent essentiellement la répartition des richesses et des rôles, les règles minimales à respecter pour que la vie collective soit possible, les choix concernant les besoins et les manières de les satisfaire. À la première étape fondatrice, qu'on appelle traditionnellement « constituante », s'ajouteront au fur et à mesure les décisions à prendre en fonction des situations sans cesse nouvelles. Et même dans une organisation anarchiste on retrouvera les trois pouvoirs définissant toute sphère politique, car il y aura toujours des règles (plus ou moins durables) à établir, des décisions à exécuter et des conflits ou des dangers à juger. En tant qu'il participe à la vie politique ainsi définie, chaque membre de la communauté est « citoyen » (*politès*) et, en tant que tel, égal à tous les autres. Cela signifie que, quelles que soient ses déterminations sociales telles que famille, profession, possessions, culture, chacun a une voix égale, du fait que, simplement en tant qu'être humain, il a part à la rationalité qui permet de comprendre, d'argumenter et de se fixer des objectifs généraux. Non qu'il devienne un être abstrait dépouillé de tout ce qui le constitue en propre, mais l'important est qu'il soit capable de dépasser ce qui lui est propre pour pouvoir se placer à un niveau collectif. Comme le rappelle Irène Pereira³, Proudhon définissait ainsi la méthode du consensus démocratique, qui consistait « à chercher l'idée supérieure, synthèse ou formule, dans laquelle les deux propositions contraires se balancent, et trouvent leur satisfaction, puis à faire voter sur cette synthèse, qui, exprimant le rapport des opinions contraires, sera naturellement plus près de la vérité ». Et

elle ajoute : « Proudhon a critiqué à de nombreuses reprises la démocratie comme tyrannie de la majorité. Or les réflexions de Proudhon sur ce qu'il appelle la raison publique rejoignent celles d'auteurs contemporains comme Serge Moscovici dans *Dissensions et Consensus* : le consensus, loin d'éliminer le conflit, le suppose, car le consensus se distingue du vote arithmétique et du compromis au rabais, il est un dépassement des opinions individuelles par le débat. Un vrai consensus est une synthèse. Par conséquent, ce qui fait que la démocratie électorale ou le sondage sont critiquables, c'est qu'ils reposent sur la simple addition des opinions et non sur la formation d'une véritable opinion collective ou publique par le débat argumenté⁴.

Que revendiquer, par conséquent, qui nous fasse avancer concrètement vers la réalisation d'une véritable communauté politique ? La réponse la plus simple est de supprimer l'obstacle principal qui nous en éloigne, c'est-à-dire les personnes et les institutions qui ont confisqué le pouvoir politique. Cela s'appelle une révolution et ça semble complètement hors d'atteinte. Dans certaines régions du monde, cependant, des progrès sont réalisés en ce sens, dont il vaut la peine d'évaluer les conditions de possibilité et les résultats respectifs. Je ne propose évidemment pas un panorama exhaustif et détaillé des initiatives existantes ; j'envisagerai seulement quatre pays d'Amérique latine qui illustrent chacun une stratégie possible de récupération du pouvoir politique par

³ Irène Pereira, Pour un usage anarchiste du pragmatisme, publié sur la page <http://libertaire.free.fr/AnarchismePragmatisme01.html>

⁴ Moscovici S. et Doise W., *Dissensions et Consensus*, PUF, 1992.

un mouvement de masse. Dans chacun de ces processus, je ne m'intéresserai qu'aux aspects qui pourraient servir de modèles ou au contraire de repoussoirs, d'idées à exploiter ou d'erreurs à éviter, pour ceux qui dans le reste du monde cherchent à avancer vers une société libertaire. Mon but est de répondre concrètement à l'éternelle question « que faire ? », par des perspectives d'action qui tiennent compte d'une domination mondiale tellement écrasante qu'elle semble parfois vouer toute entreprise révolutionnaire à l'échec.

L'impasse de certains mouvements sociaux

Avant de tenter une ébauche d'évaluation de ce type, je voudrais montrer le caractère illusoire de certaines propositions qui circulent dans les milieux progressistes.

Une première manière de se fourvoyer complètement est celle qu'on entend proposer de plus en plus souvent, qui consiste à créer un parti politique censé appuyer les revendications du mouvement social. Ainsi, par exemple, le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde appelle à une conférence sur le thème « La dimension politique de l'alternative », où cette dimension politique est en fait réduite à la formation d'un parti, comme le montre la présentation suivante : « Le slogan "changer le monde sans prendre le

pouvoir" a fait florès à une époque. Ceci renvoie au dilemme rencontré par la plupart des composantes du mouvement altermondialiste au Nord comme au Sud. "Le pouvoir corrompt", c'est bien connu [...] mais peut-on faire aboutir les revendications altermondialistes sans articulation avec le pouvoir politique ? ». Un autre exemple, émanant d'une tendance plutôt sympathique aux anarchistes, est celui du mouvement pour la décroissance, qui vient de fonder un « Parti pour la décroissance » se préparant à « présenter des candidats dans toutes les circonscriptions françaises en 2007 pour présenter la décroissance à l'ensemble de nos concitoyens. Le Parti pour la décroissance appelle toutes celles et tous ceux qui souhaitent que la décroissance soit portée dans le champ politique à le rejoindre ». Certains voient le danger qui guette une telle transformation des mouvements en partis⁵, mais ils ne voient pas d'alternative pour entrer dans le « champ politique » ou pour se donner du pouvoir politique. Du coup, un rassemblement de résistances de l'ampleur du Forum Social Mondial se trouve devant un dilemme insurmontable : ou bien chercher des relais dans la classe politique instituée, au risque de voir ses propositions déformées et récupérées à d'autres fins, ou bien se résigner à contester sans pouvoir peser vraiment sur les décisions, qui se prennent ailleurs.

Une autre proposition qui me semble tout aussi illusoire est celle de la démocratie participative, dans la mesure où elle est toujours pensée comme complémentaire à l'institution fondamentale qui reste la démocratie représentative. La recherche d'une complémentarité entre les deux systèmes débouche nécessairement sur l'impossibilité d'étendre la participation au-delà de décisions locales et subsidiaires par rapport à la législation étatique. Un

⁵ Cf. cette déclaration de Susan George après le Forum Social Mondial de Bamako : « Si jamais le mouvement était sommé de devenir un acteur "politique" dans le sens classique, assujetti aux décisions d'une structure dominée par quelques-uns, non seulement cela ne marcherait pas mais je crains que cela ne fasse que reproduire, en plus grand, la crise que nous avons connue à Attac France avec l'épisode des Listes cent pour cent altermondialistes. » (<http://www.cadtm.org>).



exemple parmi mille autres est fourni par une initiative québécoise, par ailleurs bien sympathique, qui s'appelle «D'abord Solidaires. Mouvement et réseau citoyen d'action politique». Revendiquant «le bonheur de définir ensemble le monde dans lequel nous voulons vivre» et cherchant à «pluraliser les lieux du politique et du pouvoir», le mouvement appelle les citoyens «à mettre de l'avant des alternatives à la fois utopiques et réalistes, à interpeller les pouvoirs politiques et économiques, à faire en sorte que le peuple se réapproprie son pouvoir d'agir»⁶. Cependant, les lieux d'intervention auxquels ils font référence sont tous subordonnés aux institutions officielles: budgets participatifs, conseils de quartiers, opérations populaires d'aménagement, coopératives, cogestion des services publics, formations à la citoyenneté à destination de la population et des élus. L'illusion est de croire que l'oligarchie pourrait céder sur des

revendications mettant en question non seulement ses privilèges mais aussi sa vision bornée de ce que doit être une organisation politique. À cet égard, l'incapacité quasiment générale de penser une autre perspective est manifeste dans un numéro spécial de la revue *Politique* qui, derrière le titre accrocheur de «Gérons la ville nous-mêmes. Catalogue d'expériences participatives», cache une soumission affligeante aux pouvoirs publics: «Si les processus participatifs touchent au pouvoir, il y a là une crainte à démystifier: les processus participatifs ne renversent pas la pyramide, mais cherchent plutôt à activer de meilleurs allers-retours en termes de fréquence, de quantité, de qualité entre le sommet et la base»⁷.

⁶ <http://www.dabordsolidaires.ca>.

⁷ Alexandre Seron, «Citoyenneté et participation: un mariage de raisons», Hors série de *Politique*, HS3, septembre 2005, réalisé par Solidarité Socialiste, Pour la solidarité et Infosud (rue Coenraets, 68, 1060 Bruxelles).

Évaluation du pouvoir politique des mouvements sociaux en Amérique latine

*Argentine : explosion ponctuelle et
normalisation*

Parmi les multiples formes d'organisation qui sont nées, pour des raisons de survie, à la suite de l'effondrement économique-politique de l'Argentine en 2001, bien peu ont survécu à la restauration effectuée par le gouvernement Kirchner. Celui-ci a réussi à calmer la majeure partie de la population, non par un renversement du système ultra-libéral responsable de la crise, mais par une vaste opération d'assistanat permettant de supprimer la pauvreté la plus criante au prix d'une dépendance absolue des plus pauvres vis-à-vis de l'État. Le mouvement le plus radical, celui des *piqueteros*, ces chômeurs qui bloquaient les routes pour faire entendre leur refus du modèle dominant, est à présent criminalisé par les autorités et rejeté par la population rentrée dans les rangs. Cependant, les bouleversements qu'ils ont initiés peuvent avoir une influence durable : « Une des caractéristiques du mouvement *piquetero*, et qui l'apparente aux mouvements féministes et indigènes, est qu'il pratique le changement social "ici et maintenant", sans attendre qu'un jour l'État résolve les problèmes. Les

mouvements prennent en main l'éducation et la santé, qu'ils abordent selon des critères propres, à tel point que certains groupes ne reproduisent pas les normes du système. Dans l'éducation, ils appliquent les méthodes participatives de l'éducation populaire. Dans la santé, ils cherchent à éviter la dépendance au savoir médical et aux médicaments, chers, difficiles à trouver et aux résultats incertains⁸. » Les espaces collectifs créés sur ces bases n'ont pas complètement disparu ; ils sont parfois d'une taille considérable par rapport à ce que nous connaissons en Europe : « L'UTD (Union de trabajadores desocupados) de General Mosconi, un village de 15 000 habitants, qui vivait de l'entreprise pétrolière publique privatisée par Menem et qui fut un des berceaux du mouvement *piquetero*, est passé à une étape sans précédent : elle a 31 potagers, une ferme entière, un système de recyclage de bouteilles, des pépinières, des ateliers métallurgiques et de charpenterie dans lesquels sont fabriqués des chaises et des lits, une colonie agricole de 150 hectares, un élevage de porcs et d'autres animaux ; ils ont construit une cantine communautaire pour les indigènes de la zone et des salles de premiers soins. Il y a 2 000 personnes liées aux projets de l'UTD, établis dans des relations communautaires et horizontales, sur une population active de 8 000 personnes⁹. »

Du côté des entreprises autogérées, même si le nombre de celles qui continuent à être exclusivement entre les mains des travailleurs est devenu bien faible, il n'en reste pas moins que l'expérience a modifié profondément l'attitude des ouvriers vis-à-vis de leur travail¹⁰. Dans tous les témoignages, l'élément positif le plus souvent mis en avant est la prise de conscience que la compétence n'est pas l'apanage d'une classe de privilégiés mais que chacun est

⁸ Raul Zibechi, « Dix ans de mouvement *piquetero* : le changement social en marche », *IRC Programa de las Américas*, juillet 2005. Traduit de l'espagnol pour RISAL (Réseau d'Information et de Solidarité avec l'Amérique latine, bulletin n°102 : <http://risal.collectifs.net>). Les noms et adresses de contact des principales organisations sont disponibles en annexe de cet article.

⁹ *Idem*.

¹⁰ Cf. Cécile Rambeau, « En Argentine, occuper, résister, produire », *Le Monde diplomatique*, septembre 2005.



capable de participer aux décisions techniques et financières par l'intermédiaire des assemblées, et que le travail produit dans ces conditions est beaucoup moins pénible que celui effectué pour un patron¹¹.

Comment interpréter la retombée de cette formidable explosion d'initiatives autonomes? Jusqu'à un certain point, on peut suivre l'analyse du sociologue argentin Atilio Borón, selon lequel elle est due à la « fragilité constitutive, sociologique, de la multitude », à l'absence d'une organisation globale, à la fragmentation de la protestation « qui ne parvient pas à prendre forme dans une structure politique plus large qui ne soit pas le vieux parti traditionnel¹². » Le manque de conscience politique et de projet global qui caractérise la majeure partie de la population argentine a certainement favorisé le retour rapide à la normale; une fédération durable des divers mouvements aurait été nécessaire pour encourager chacun à maintenir son auto-organisation et à refuser de retomber dans le système étatico-libéral. En revanche, en aucun cas ce ne devait être le rôle d'un parti, quel qu'il soit, car un parti est incapable de sortir du cadre de références selon lequel il est normal que la majorité s'en remette aux décisions, aux commandes et à l'assistanat d'une minorité au pouvoir. Comme l'écrit Maristella Svampa¹³, « une responsabilité

majeure incombe à la gauche partisane, surtout aux diverses variantes du trotskisme, qui représente le degré le plus élevé du dogmatisme idéologique en ce qui concerne ses définitions du pouvoir, du sujet politique et de la stratégie de construction. [...] En second lieu, nous pouvons signaler le rôle plus récent dont on peut créditer la gauche populiste, qui a fini par remettre en avant les éléments les plus négatifs de la tradition national-populaire, grâce à son alliance avec Nestor Kirchner. [...] Le primat du système politico-partisan tend à s'exprimer dans une forte volonté de subordination des masses organisées à l'autorité du leader et dans une méfiance notoire envers les nouvelles formes d'auto-organisation sociale et envers leurs exigences de réappropriation de leur pouvoir (*empowerment*) et d'autonomie. ». Comment réagir à une telle situation, qu'on se trouve à l'intérieur ou à l'extérieur? La réponse est claire: en soutenant les mouvements autonomes, en les aidant à diffuser leur modèle, à s'agrandir, à convaincre toujours plus de monde de la qualité d'une existence indépendante. Il ne faut pas négliger cependant qu'une telle conviction dépend probablement de facteurs psychologiques difficiles à cerner, comme les conditions de formation d'un individu qui aspire à la liberté et non à la soumission – mais c'est une autre histoire, qui demande un développement propre.

¹¹ Cf. notamment l'interview d'un travailleur de l'usine de céramique Zanon par Raul Zibechi dans *Un autre monde est possible: les céramiques Zanon (IRC Programa de las Americas, 4 janvier 2005)*; traduit pour RISAL, 3 février 2006.

¹² *Punto Final*, n°593, Chili, 10 juin 2005; traduit pour RISAL, bulletin n°106.

¹³ « Argentine: gauches et mouvements sociaux », *Entre voces*, n°5, janvier 2006; traduit pour RISAL, 31 mai 2006.

Bolivie : discontinuité entre les mouvements sociaux et le gouvernement qui en est issu

En Bolivie, les mouvements sociaux sont pour la plupart d'origine communautaire (pas seulement ethnique mais aussi de proximité géographique ou professionnelle) et ils forment spontanément des multitudes très nombreuses unies vers un même objectif. Fin 2005, les différentes associations luttant contre la privatisation de l'eau et de l'électricité, ainsi que les comités d'habitants régissant déjà de fait une partie des services urbains et ruraux, se sont réunis en un « Front national de défense de l'eau et des services de base et de la vie » dont le but est de promouvoir la gestion communautaire comme alternative aux modèles public et privé. Tout en soutenant l'élection du président Morales, issu de l'un de ces mouvements, celui des cultivateurs de coca, les acteurs de ce front restent méfiants vis-à-vis de son attitude une fois au pouvoir. Comment ne pas l'être devant l'attitude ambiguë du vice-président, Alvaro Garcia Linera, qui déclarait peu avant son élection : « Comment gouverne-t-on avec des mouvements sociaux ? Un gouvernement concentre des décisions et les mouvements décentrent la prise de décisions. Comment concilier l'État et les mouvements ? Le mouvement social est attiré par le pouvoir mais ensuite il se replie dans le corporatisme. Le mouvement social ne peut pas gérer ni occuper l'État¹⁴. »

En juin dernier, la composition de la Constituante a déçu les attentes des mouvements sociaux ; en effet, en exigeant que les candidats appartiennent

à un parti politique, le gouvernement a montré son incapacité à dépasser le jeu hypocrite de la démocratie représentative, quitte à y perdre sa seule chance d'atteindre la majorité des deux tiers nécessaire à un changement en profondeur. Il est difficile d'ailleurs de ne pas penser que ce gouvernement d'extrême-gauche autoritaire a volontairement préféré partager le pouvoir avec la droite plutôt que de le remettre entre les mains de mouvements populaires incontrôlables. En Europe, on pourrait profiter de cette expérience pour exiger que tout nouveau projet de Constitution émane d'une véritable assemblée constituante, c'est-à-dire d'une assemblée capable de refléter toutes les propositions politiques (au sens large évoqué ci-dessus) qui traversent les sociétés concernées. Mais il ne faut pas se faire d'illusion : même en donnant la parole aux associations et mouvements populaires, la volonté d'un changement radical d'organisation politique sera extrêmement minoritaire. Les populations des pays riches ne sont pas encore prêtes pour une telle revendication.

En Bolivie, il reste la possibilité que le front social se désolidarise du gouvernement et que se généralise la conscience que, même d'extrême-gauche et issu des mouvements en lutte, aucun gouvernement n'admettra jamais la prise en mains des ressources vitales par le peuple auto-organisé.



¹⁴ Entretien du 15 octobre 2005 avec Raul Zibechi, cité par celui-ci dans « Bolivie : deux visions opposées du changement social », *IRC Programa de las Americas*, 22 nov. 2005 ; traduit pour RISAL, 16 déc. 2005.

*Venezuela : initiatives communautaires
sous contrôle étatique*

Les anarchistes ont un point de vue étrange sur le Venezuela. Quand on lit *El libertario*¹⁵, on a l'impression d'entendre parler d'un autre pays que celui décrit par tous les autres médias d'extrême-gauche. Aucune mention n'y est faite de l'auto-organisation de la population pour créer les conseils locaux, les missions d'alphabétisation, les médias communautaires, etc. Certes, le processus en cours s'apparente plus à la démocratie participative dans un cadre étatique traditionnel qu'à une véritable révolution politique. Mais peut-on considérer comme négligeable le formidable développement des initiatives locales, tant dans le domaine économique (même s'il s'agit plus de « cogestion » avec l'État que d'auto-gestion véritable) que dans le domaine politique (même si la consultation populaire, la révocation du mandat présidentiel, les assemblées décisionnelles de citoyens, etc. ne mettent pas en cause l'existence du gouvernement) ? La population montre un dynamisme inventif et autonome presque unique au monde, et, plus rare encore, le gouvernement l'encourage à se prendre en mains et finance des projets de développement entièrement conçus par les associations locales. On sait que le président n'aime pas les anarchistes mais ne serait-il pas plus efficace, plutôt que de nier tout aspect positif à la « révolution bolivarienne », de participer aux multiples initiatives populaires dans l'intention de les pousser de l'intérieur vers toujours plus d'autonomie ? Comme l'exprime lucidement un grand admirateur du processus actuel : « Un des probables défis des prochains mois est la construction d'organisations et mouvements sociaux autonomes des institutions et du gouvernement. Si la démonstration de la

capacité mobilisatrice de la population a été faite, lors du coup d'État notamment, il n'existe aucune organisation politique ou sociale qui s'apparente à ce qui existe dans les pays voisins (les paysans sans terre du Brésil, les indigènes équatoriens de la CONAIE, les différents groupes piqueteros argentins, etc.), ce qui peut constituer à terme une grande faiblesse¹⁶. » Analyse partagée par le journaliste uruguayen Raul Zibechi : « Le chavisme n'est pas seulement en symbiose avec les mouvements : il intervient en eux et essaye de les subordonner à ses objectifs. Il serait trop simpliste de rejeter la faute uniquement sur les gouvernements, et de ne pas voir quand ceux d'en bas choisissent le chemin facile de la subordination, par commodité, par paresse à lutter pour l'autonomie ou en échange de bénéfiques matériels. Alors que toute l'Amérique latine est saupoudrée par des gouvernements progressistes et de gauche, le temps de l'ambiguïté s'est installé : les déclarations d'autonomie et de "commander en obéissant" dissimulent souvent la substitution de la politique "d'en bas" par la politique d'État, qui elle est toujours une politique "d'en haut"¹⁷. » Face à la tendance naturelle de tout pouvoir institué de contrôler même ce qu'il prétend laisser libre, l'attitude la plus efficace me semble celle de ce travailleur de l'usine d'aluminium Alcasa¹⁸ : « Nous n'avons jamais eu l'intention de faire une cogestion social-démocrate et réformiste

¹⁵ Mensuel anarchiste vénézuélien, accessible sur le site : www.nodo50.org/ellibertario.

¹⁶ Frédéric Lévêque, « Venezuela : une "révolution" démocratique », RISAL, 30 août 2005.

¹⁷ Raul Zibechi, Hugo Chavez et les mouvements sociaux ou le temps des ambiguïtés. RISAL, 15 février 2006.

¹⁸ Rafael Rodriguez, interviewé par Fabrice Thomas (RISAL, *Inprecor*, nov. 2005).



*Mexique : une région autonome
développe une alternative
à la démocratie représentative*

Au Chiapas, une région entière est en train de constituer, sur une base populaire extrêmement large, des institutions législatives, économiques, sociales et judiciaires indépendantes de l'État mexicain. Les « conseils de bon gouvernement », qui gèrent les cinq communes autonomes ou *caracoles*, s'occupent principalement de développer les infrastructures scolaires et médicales, mais aussi de la production, du transport et de la justice. Les membres de ces conseils assument leur mandat par roulement, de manière révocable et non rémunérée, et pendant qu'ils se dédient ainsi à la communauté, leur champ est cultivé par les autres en attendant qu'ils y retournent. Le chemin est long pour se défaire de certaines pratiques dominatrices (en particulier, la domination des hommes sur les femmes ou l'influence militaire de l'EZLN) mais la réflexion sur les avancées et sur les améliorations à apporter est permanente dans les publications zapatistes.

comme en Allemagne, mais tactiquement nous avons adopté ce nom. Il s'agissait d'indiquer qu'on voulait la cogestion comme transition vers l'autogestion. Ici nous instaurons la cogestion avec contrôle ouvrier et conseil d'usine en vue de donner aux travailleurs tout le pouvoir sur la production, la distribution et la commercialisation. Nous avons voulu un processus par en bas, des élections dans chaque atelier, dans chaque groupe de travail, de "délégués porte-parole". Un système d'élection directe, contrôle et comptes rendus, révocabilité, rotation des tâches, etc. Quand il y a un problème à trancher, on convoque une assemblée des travailleurs du département. On procède de même à l'échelle de l'ensemble de l'entreprise.»

«L'Autre Campagne» a constitué une nouvelle étape dans la diffusion du processus zapatiste d'autonomisation. En effet, cette longue traversée du Mexique, qui eut lieu de janvier à mai 2006, pendant la campagne électorale présidentielle, avait pour buts de rencontrer, d'écouter et, si possible, de réunir toutes les sortes de mouvements de lutte et de résistance éparpillés dans le pays. Sergio Rodríguez, directeur de la revue zapatiste *Rebeldía*, la présente ainsi : «L'objectif fondamental apparaît comme la construction d'un nouveau mouvement social et politique, la naissance d'un mouvement autonome et indépendant de la politique de l'État mexicain et de ses institutions. Le programme qui s'en

dégagera sera le résultat d'un long processus. [...] Il y a quelques mois encore on disait qu'il n'y avait pas de processus d'auto-organisation sociale au Mexique en dehors du Chiapas. Ce que nous ont montré les réunions de «l'Autre Campagne», c'est qu'il existe des processus d'auto-organisation très profonds, souterrains, apparus après le soulèvement zapatiste de 1994, mais qui restaient invisibles et qui se révèlent maintenant. [...] Marcos est un outil que l'EZLN met à la disposition de la campagne. Ce n'est pas un dirigeant, ni un coordinateur, mais un outil pour permettre que les gens apportent au processus de coordination leurs idées, leurs expériences ou leurs façons de lutter contre le pouvoir¹⁹.»

Le zapatisme ne prétend pas servir de modèle; il appelle chaque mouvement dans le monde à trouver sa propre voie en fonction de sa propre situation. Il faut souligner, en effet, que la très large autonomie institutionnelle qui a été installée avec les conseils de bon gouvernement n'est possible que pour les communautés indigènes, auxquelles l'article 2 de la Constitution mexicaine reconnaît le droit de fixer elles-mêmes leur organisation commune, y compris leur politique économique et le règlement de leurs conflits internes. En revanche, il est hors de question pour l'État mexicain d'accorder une autonomie comparable à toute autre communauté qui ne reposerait pas sur ces bases ethniques; ce serait évidemment ouvrir la porte à un affranchissement généralisé de l'autorité de l'État et, par conséquent, à la reconnaissance de son obsolescence et à sa disparition rapide. Cependant, une telle concession n'a pas été accordée spontanément par l'État mais au prix de confrontations très violentes reposant sur des siècles de résistance. Rien n'empêche, par conséquent, n'importe quelle

communauté de réclamer la même exception en invoquant d'autres raisons et d'obtenir par la lutte l'affranchissement par rapport à un système politique qui lui est complètement étranger. La différence entre un tel processus et la révolution traditionnellement conçue comme renversement du pouvoir établi, est qu'il est moins difficile de libérer seulement un certain territoire de l'emprise de l'État, dans la mesure où ce territoire est occupé exclusivement ou très majoritairement par des personnes convaincues et déterminées à lutter. La riposte de l'État peut être moins violente si 1° on ne lui demande pas l'indépendance (c'est-à-dire la création d'un autre État), mais l'autonomie; 2° le territoire en question possède le moins possible de ressources essentielles à l'État; 3° la solidarité internationale empêche une répression trop forte; 4° d'une manière générale, l'État a plus à perdre qu'à gagner (en termes matériels et symboliques) en engageant une véritable guerre civile. Les exemples de répression brutale contre la revendication d'indépendance ou d'un territoire autonome sont écrasants: Palestine, Tchétchénie, Kurdistan..., mais dans aucun des cas ces quatre conditions ne sont remplies, alors qu'elles le sont au Chiapas.

¹⁹ Interviewé en octobre 2005 par Miguel Romero (*Viento Sur*, n° 83, trad. Inprecor, décembre 2005). Marcos explique longuement son désaccord avec Lopez Obrador et les raisons pour lesquelles il ne croit pas au changement social par les urnes, dans «Les zapatistes et la Otra: les piétons de l'histoire. Quatrième partie: Deux piétons sur des routes différentes... et avec un but différent». On peut lire ce texte (daté du 26 septembre 2006) notamment dans les archives de la Liste d'information du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL), hébergées sur le site listes.samizdat.net

Conclusion : toutes les pistes ne se valent pas

La confrontation des expériences de reprise en mains du pouvoir politique par le peuple aboutit à montrer que, si l'on exclut le renversement des institutions dominantes par la force, dans la mesure où cela suppose un rapport de force favorable qui n'existe nulle part, la stratégie la plus efficace est celle des Zapatistes, qui ont obtenu une indépendance réelle, même si elle est toujours précaire et menacée. Pourquoi ne pas nous réunir pour revendiquer un territoire géré selon nos principes ? Une revendication de ce type existe, avec la « II^e République du Vermont », un mouvement qui propose aux Vermontois de faire sécession par rapport aux États-Unis et de redevenir une république indépendante. Il y a quelques années, ce mouvement se disait libertaire et appelait les libertaires du monde entier à venir s'installer dans cette région peu peuplée pour constituer une majorité d'habitants et refonder l'organisation politique sur des bases anarchistes. Les références libertaires ont disparu du site (www.vermontrepublic.org) mais l'orientation reste la décentralisation politique, l'autosuffisance économique régionale, le mode de vie écologique, la solidarité et l'égalité de tous les citoyens.

En l'absence d'une région que sa cohésion sociale permettrait de faire évoluer tout entière, la multiplication des entreprises autogérées, y compris des médias communautaires, est susceptible de faire évoluer les mentalités et de donner le goût de l'indépendance, de la décision collective et du libre choix des

principes organisateurs. Cependant, la difficulté de passer de petites expériences locales à une échelle suffisante pour renverser le système dominant est bien mise en évidence dans l'important article de Serge Halimi qui relate la rencontre organisée par Michael Albert (ami de Chomsky et animateur du réseau d'information Z-net) en juin dernier sur le thème de la société future et de ses ébauches déjà réalisées²⁰. Il montre bien que la multitude d'espaces autogérés et de laboratoires d'organisations égalitaires ne pèse en rien sur la marche écrasante du capitalisme.

La seule conclusion certaine à tirer de l'ensemble de ces analyses, est que se regrouper géographiquement pour atteindre un nombre et une puissance suffisante se révèle une condition indispensable à un quelconque progrès vers la société que nous désirons ; que toute collaboration avec les pouvoirs en place ferait perdre au projet sa substance et sa raison d'être ; que l'affranchissement total par rapport à la législation d'un État est possible et reste le seul moyen de fonder une communauté politique digne de ce nom.

Annick Stevens

²⁰ « Dernières nouvelles de l'Utopie », *Le Monde diplomatique*, août 2006, p. 14-15.